

Les grandes réussites du secteur agricole malien : Regard sur les 30 dernières années

PROMISAM - Note d'information No. 2012-2

L'Agriculture malienne est souvent considérée comme ayant un large potentiel inexploité dû, entre autres, à la présence de contraintes d'ordre économique, technologique, institutionnelle et politique. Bien que les progrès accomplis aient permis à certains secteurs agricoles de mieux développer ce potentiel, ceux-ci passent souvent inaperçus. L'objectif de ce bulletin est donc de mettre en perspective quelques remarquables avancées réalisées dans le secteur agricole malien au cours des 30 dernières années¹.

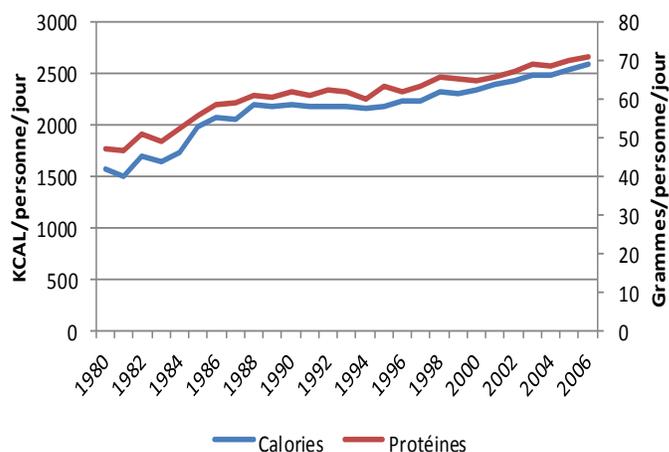
Disponibilité des aliments

Parmi les grandes réussites du secteur agricole malien, il faut noter une amélioration du bilan des disponibilités alimentaires et ce, dans un contexte de croissance démographique. Au cours de la période 1980-82 à 2007, l'accroissement de la population malienne de 7,4 à 14,2 millions d'habitants a été accompagné d'une hausse de 1000 kilocalories et de 23 grammes de protéines disponibles quotidiennement par habitant. Ceci représente une augmentation de 64% et 48% des disponibilités journalière en calories et protéines par habitant, respectivement.

Étant donné que la hausse des disponibilités alimentaires a été plus marquée que l'essor démographique, la sécurité alimentaire au niveau national s'en est vue améliorée. Bien que des contraintes restent à surmonter pour s'assurer d'une meilleure distribution des disponibilités alimentaires au-travers les diffé-

rentes populations et à l'intérieur même des ménages et pour améliorer la disponibilité des micronutriments tels que les vitamines, le problème de malnutrition n'est plus généralisé comme ce fut le cas lors de la crise alimentaire du début des années 1980.

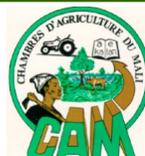
Evolution des disponibilités en calories et en protéines par personne par jour²



Restructuration du marché céréalier

Le degré de compétition dans le marché céréalier s'est amélioré suite à l'implémentation du programme de restructuration dans les années 1980. Avec une compétitivité plus accrue, la commercialisation des produits céréaliers vers les centres urbains et à l'intérieur des zones rurales a été facilitée, les coûts unitaires de commercialisation ont diminué et les prix réels aux producteurs ont augmenté.³ En plus,

l'intégration des zones en surplus avec celles en déficit a permis d'améliorer l'accès aux produits céréaliers aux consommateurs tout en offrant de nouveaux débouchés aux producteurs. La libéralisation du secteur céréalier a aussi mené à une hausse des investissements provenant du secteur privé, améliorant ainsi les niveaux de productivité (par exemple, dans les filières du riz et du maïs).



MICHIGAN STATE
UNIVERSITY

Le riz

Parmi toutes les cultures vivrières pluviales ou irriguées, la culture rizicole est celle qui a enregistré le plus fort taux de croissance en termes de production, avec en moyenne une croissance annuelle de 7,7% entre 1990-2009. Cette rapide croissance reflète à la fois l'expansion des superficies cultivées mais aussi une progression importante du rendement (3,6 %). Entre 1980 et 2004, la valeur ajoutée totale de la production rizicole a augmenté en moyenne de 9,3 % par an et représente maintenant 12,3 % de la valeur ajoutée agricole totale (par rapport à 4,3 % dans les années 1980).

Ce sont principalement les investissements publics dans des infrastructures d'irrigation par gravité à grande échelle et un environnement plus porteur, en raison du retrait progressif de l'État de la commercialisation et de la transformation directes du riz, qui ont alimentés ce succès. Il repose sur la réponse des producteurs et négociants à la libéralisation de la commercialisation et de la transformation dans la principale zone rizicole de l'Office du Niger (ON) à la fin des années 1990 et au début des années 2000.

En effet, cette libéralisation a encouragé l'utilisation d'infrastructures améliorées d'irrigation et des variétés disponibles depuis le milieu des années 1980. Suite à ces réformes, les agriculteurs ont adopté en masse des pratiques améliorées de production, surtout le repiquage de plants plutôt que le semis à la volée. A cela, il faut ajouter plus récemment l'utilisation accrue d'engrais, grâce à la plus grande disponibilité de crédit dans la zone de l'ON au cours des dernières années et l'introduction des variétés de NERICA dans les zones de production pluviale.



Le maïs

Depuis une vingtaine d'années, le maïs est la céréale sèche qui a connue la croissance la plus rapide au Mali, avec une production passant d'environ 200 000 tonnes en 1991 à près de 700 000 en 2009. La production s'est accrue en réponse à la demande croissante, nationale comme étrangère, de maïs destiné à la consommation humaine aussi bien qu'animale. Les

variétés de semences améliorées permettant d'obtenir des rendements plus élevés, les subventions des engrais qui ont encouragé leur emploi et les tentatives par les exploitants de diversifier leurs cultures ces dernières années pour se retirer du coton (car cette chaîne de valeur s'est fortement contractée) ont aussi contribué à cette augmentation de la production.

L'horticulture

Les chaînes de valeur horticoles, pour les marchés national, régional et, dans une moindre mesure, interna-



tional ont progressé rapidement depuis la dévaluation du franc CFA en 1994 qui a rendu la production malienne plus compétitive. Parmi les chaînes de valeur les plus importantes sur les marchés national et régional (dont les volumes sont bien supérieurs à ceux des importations), citons les oignons/échalotes, pommes de terre, tomates et légumes verts. Le Mali a aussi connu un essor spectaculaire de ses exportations de mangues fraîches dont le volume a été multiplié par six entre 1993 et 2008. En 2009, le Mali a exporté quasiment 10 000 tonnes de mangues vers l'Europe et ce faisant, a reçu plus de 4,2 milliards de franc CFA.

L'élevage

La production de bétail représente environ 30 % du PIB agricole du Mali et 85 % des ménages agricoles maliens possèdent des ruminants sous une forme ou une autre (bovins, caprins, moutons ou chameaux). Les bovins représentent le troisième produit d'exportation, après l'or et le coton. Le bétail est une forme d'épargne extrêmement importante pour les populations rurales et le bétail génère des revenus (notamment par la vente de lait) toute l'année, ce qui permet d'éviter les problèmes de liquidité que les ménages ruraux auraient s'ils ne disposaient que des revenus des récoltes. Les petits ruminants et la pro-



duction et commercialisation de lait sont souvent d'importantes sources de revenus pour les femmes. L'élevage bovin demeure un secteur économique actif et prospère au Mali avec un nombre de tête estimé à environ 8,8 millions en 2010 comparativement à environ 5,2 millions en 1992. Suivant la crise ivoirienne et le goudronnage de la route entre Bamako et Dakar, la circulation de camions entre ces deux capitales a grandement augmenté. Ce qui a permis aux commerçants maliens d'exporter leurs animaux vers des nouveaux débouchés ainsi que de vendre à des prix plus compétitifs.



Le coton

Bien que la filière cotonnière soit présentement en crise, il est important de ne pas ignorer les progrès notables réalisés au cours des dernières décennies. Tout d'abord, la première révolution verte du Mali a eu lieu dans la chaîne de valeur coton, lorsqu'une rapide augmentation des surfaces cultivées et du rendement a permis une progression spectaculaire de la production et une vaste amélioration des revenus dans la zone cotonnière du sud du Mali. La production nationale a connu une augmentation drastique, passant d'environ 60 000 tonnes au début des années 1970, à plus de 200 000 tonnes dans les années 1980, pour atteindre les 500 000 tonnes au début des années 2000 (avec la crise, la production a baissé à environ 300 000 tonnes). Le coton est devenu le produit national générateur du plus gros volume de devises étrangères (éclipsé à l'heure actuelle par l'or) et les recettes du coton ont financé le développement des infrastructures, la capitalisation des exploitations agricoles, des programmes d'alphabétisation de base et un développement rural élargi à toute la zone cotonnière.

Puisque le coton est cultivé en rotation avec les céréales pluviales et offre des intrants-clés aux producteurs de coton, les performances du secteur du coton influencent aussi fortement les performances des chaînes de valeur céréalières, particulièrement celle du maïs.



Comment bâtir des réussites futures?

Bien que l'agriculture malienne est connue de grandes réussites, il importe de reconnaître que celles-ci ont été fréquemment réalisées au travers l'extensification de la production et sur base de modèles organisationnels qui ont démontrés leurs limites (ex. la filière coton). Pour que le secteur agricole malien puisse pleinement contribuer à l'accélération de la croissance économique du pays et à la réduction de la pauvreté, il sera primordial de bâtir des réussites basées sur un modèle d'intensification qui est économiquement viable, écologiquement sain et socialement équitable. Entre-autres, ce modèle devra prendre en compte ⁴:

- Les changements climatiques;
- La croissance démographique, particulièrement le nombre grandissant de jeunes qui entre chaque année sur le marché du travail et qui cherche des emplois rémunérateurs;
- Le rôle central du secteur privé comme moteur de développement du secteur agricole et le besoin d'instaurer un environnement de politiques agricoles et d'affaires prévisible afin d'encourager les investissements;

- Les imperfections dans les marchés du crédit, des intrants et du foncier;
- Les faiblesses des capacités humaines et des connaissances et ce, à tous les niveaux du système agroalimentaire;
- Le besoin en filets sociaux pour la population vulnérable, qui est de plus en plus urbaine.

En somme, le Mali est à un tournant décisif. La façon dont le Mali relèvera les défis propres à son contexte déterminera l'avenir du développement agricole dans les années à venir.



Références

1. Ce bulletin est basé sur le rapport "Evaluation du secteur agricole du Mali, 2011", rédigé par l'équipe en charge de la sécurité alimentaire à l'Université d'État du Michigan.
2. FAOSTAT. 2012. Tel que reporté par: Me-Nsope, N. (2012). Phd Dissertation, Unpublished Material, Michigan State University.
3. Dembele N.N., Staatz J., and M.T. Weber. (2003). Impact of the Malian Cereal Market Reform Program on Farmers. Policy Synthesis, No.68
4. Pour une discussion détaillée des défis auxquels le secteur agricole malien fait face, se référer à : PROMISAM. (2012). Le secteur agricole du Mali au 21^{ème} siècle : Défis, enjeux et options de politiques. Papier de conférence. Université d'État du Michigan

Contacts

Projet de mobilisation des initiatives en matières de sécurité alimentaire au Mali (PROMISAM)

Michigan State University (MSU), BPE 2906, Bamako, ACI 2000, Téléphone: +223 2022-3419

Courriel: Niama Nango Dembélé - dembele@msu.edu et Abdramane Traoré - dratra@msu.edu

Les opinions exprimées ici n'engagent que PROMISAM-MSU